



L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES

## **Note régionale sur le contrôle des modulations de la Dotation Jeune Agriculteur en fin de Plan d'Entreprise (PE)**

### Cette note s'appuie sur :

- L'instruction technique nationale DGPE/SDC/2020-188 du 12/03/2020 relative au contrôle administratif des engagements des jeunes agriculteurs ayant bénéficié des aides à l'installation pour les dossiers de demande d'aide à l'installation déposés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.
- Les appels à proposition (AAP) du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Au paragraphe 2.5 de l'IT du 12/03/2020 « respect des conditions liées aux modulations sollicitées » il est indiqué que les modalités de contrôle des engagements liées aux modulations sollicitées sont à détailler dans une note d'instruction préparée par les autorités de gestion des PDR à destination des GUSI.

### Éléments de cadrage réglementaire pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur :

- AAP du Conseil régional pour TO 6.1.1-Dotation Jeune Agriculteur du 09/03/2015,
- Arrêté du Conseil régional n°2015-174 du 27/04/2015 portant mise en œuvre de l'AAP relatif aux DJA relevant du PDR 2014-2020,
- Approbation de la version 4.3 du PDR PACA le 03/10/2017 par la Commission européenne,
- AAP du Conseil régional pour TO 6.1.1-Dotation Jeune Agriculteur du 03/10/2017,
- Arrêté du Conseil régional n°2017-512 du 20/11/2017 portant mise en œuvre de l'AAP relatif aux DJA du 03/10/2017,
- AAP du Conseil régional pour le TO 6.1.1 – Dotation Jeune Agriculteur de novembre 2019,
- Arrêté du Conseil régional n°2019-452 du 28/11/2019 portant mise en œuvre de l'AAP relatif aux DJA de novembre 2019

### Les six points suivants précisent les modalités de contrôle par critère de modulation.

#### **1) Installation hors cadre familial**

Critère : l'installation HCF s'entend comme l'installation sur une exploitation agricole indépendante de l'exploitation d'un parent (ou d'un parent du conjoint lié à un pacs ou un mariage) jusqu'au 3<sup>e</sup> degré, collatéraux inclus (au sens des articles 741 et suivants du code civil).

Ce critère définit par l'IT 2017-479 du 22/05/2017 doit être vérifié au moment du dépôt de la demande sur la base des documents à fournir figurant sur le formulaire de demande d'aides à l'installation – cerfa n°15671\*01, ainsi que lors de la sollicitation d'avenants au dossier pouvant influencer ce critère ( ex : augmentation de la surface, etc.).

## 2) Projet agro-écologique

Ce critère peut être activé si au moins un des quatre sous-critères suivants est activé en année 4 au plus tard.

### **2.1) S'installer sur une exploitation à convertir en totalité à l'agriculture biologique ou reprendre une exploitation déjà certifiée en totalité en AB**

Le JA devra fournir les justificatifs de sa certification au plus tard au moment du contrôle de fin de PE.

### **2.2) Engager son exploitation dans une MAEC système ou amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles domestiques pour la préservation de la biodiversité (API)**

#### **2.2.1) MAEC système**

Le GUSI vérifiera dans le logiciel ISIS que le JA respecte son engagement en fin de PE.

#### **2.2.2) MAEC Apiculture**

Le GUSI vérifiera dans le logiciel ISIS que le JA respecte son engagement en fin de PE.

### **2.3) Appartenir à un groupement d'intérêt économique et environnemental (GIEE)**

Si le JA déclare être déjà membre d'une de ces structures, le GUSI pourra vérifier cette déclaration auprès de la DRAAF, qui est dépositaire de la liste des membres de GIEE dans la région. [La liste des GIEE de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) est consultable sur le site de la DRAAF.

Le GUSI vérifiera que le JA respecte son engagement en fin de PE.

La procédure de demande d'adhésion d'un agriculteur à un GIEE est présentée en annexe 1.

### **2.4) Être certifié Haute Valeur Environnementale (HVE) niveau 3**

Si le JA déclare que son exploitation est certifiée HVE, le GUSI pourra vérifier cette déclaration en consultant [l'Annuaire PACA des exploitations certifiées de Haute Valeur Environnementale<sup>1</sup>](#) du site du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Si l'exploitation n'est pas référencée dans cette liste, le GUSI demandera au JA de lui transmettre un justificatif de cette certification.

## 3) Projet générateur de valeur ajoutée (VA) ou d'emploi

Ce critère peut être activé si au moins un des deux sous-critères suivants est activé.

### **3.1) VA<sup>2</sup>**

Le sous-critère VA est activé si l'indicateur suivant est satisfait.

Indicateur : Le ratio VA / produits d'exploitation<sup>3</sup> (en%) est supérieur à la moyenne par rapport aux références du réseau d'information comptable agricole (RICA).

Une première vérification du ratio est faite à l'instruction du dossier de demande de DJA au regard des prévisions du PE [en les rapportant au ratio de référence de l'année 2013 du RICA](#).

Une seconde vérification du ratio est réalisée au moment du paiement à partir des données des éléments comptables issus des comptabilités certifiées des années 3 et 4 en les rapportant au [ratio de référence de l'année 2017 du RICA 2017](#).

Les ratios calculés à prendre en compte sont :

- 54 % pour la vérification à l'instruction
- 52% pour le contrôle de fin de PE.

<sup>1</sup> L'annuaire contient les exploitations HVE qui ont accepté la communication de leurs données en application de la loi 78-17 informatique et libertés du 6 janvier 1978

<sup>2</sup> VA = production d'un exercice (ventes +ou- variation de stock) – charges externes

<sup>3</sup> Produit d'exploitation = chiffre d'affaires + variation de stocks produits + subvention

Pièces justificatives : PE, fiche de synthèse comptable couvrant les 4 années du PE, copie des comptabilités de gestion établies par un centre de gestion ou par le bénéficiaire couvrant les 4 années du PE.

### **3.2) Emploi**

Le sous-critère emploi est activé si au moins un des deux indicateurs suivants est satisfait.

1<sup>er</sup> indicateur : *Le ratio produits d'exploitation<sup>3</sup> / ETP est inférieur à la moyenne par rapport au RICA.*

L'appréciation de cet indicateur pour les ETP est élargie au-delà des seuls chefs d'exploitation et en appliquant la transparence pour les GAEC.

Une première vérification du ratio est faite à l'instruction du dossier de demande de DJA au regard des prévisions du PE [en les rapportant au ratio de référence de l'année 2013 du RICA](#).

Une seconde vérification du ratio est réalisée au moment du paiement à partir des données des éléments comptables issus des comptabilités certifiées des années 3 et 4 en les rapportant au [ratio de référence de l'année 2017 du RICA 2017](#).

Les ratios calculés à prendre en compte sont :

- 58 000€ au moment de l'instruction
- 62 000€ au moment du contrôle de fin de PE.

Pièces justificatives : PE, fiche de synthèse comptable couvrant les 4 années du PE, copie des comptabilités de gestion établies par un centre de gestion ou par le bénéficiaire couvrant les 4 années du PE, attestation de la MSA indiquant le nombre d'actifs travaillant sur l'exploitation au terme des 4 ans.

2<sup>nd</sup> indicateur : *création d'emploi au-delà de la situation de reprise : à minima 0,25 ETP en année 4.*

La masse salariale permanente de l'exploitation doit avoir augmenté d'au moins 0,25 ETP en année 4 par rapport à la situation au moment de l'installation.

Pièces justificatives : Cet indicateur est satisfait par tout contrat salarié ou d'apprentissage ou contractualisation de prestation de main d'œuvre (le temps de travail du chef d'exploitation n'est pas comptabilisé) avec engagement supérieur ou égal à un an justifié par un engagement écrit (convention ou contrat et factures de main d'œuvre).

[Les modalités de calcul des deux ratios « VA / produits d'exploitation » et « produits d'exploitation/ ETP » sont présentées en annexe 2.](#)

## **4) Coût de reprise ou de modernisation important**

Critère : *Investissement<sup>4</sup> supérieur à 120 K€ en zone de plaine et 150 K€ en zone défavorisée ou de montagne.*

Les investissements retenus pour le calcul de la modulation sont mentionnés dans le calendrier d'investissements de la partie 5 du PE. Ils doivent être pris en compte dans les limites prévues pour l'octroi de la bonification.

Pièces justificatives :

Les investissements doivent être recherchés :

- Pour les équipements et matériels, dans le fichier des immobilisations et matériels, la fiche de synthèse comptable couvrant les 4 années du PE, les copies des factures.
- Pour les achats de parts sociales, dans les PV d'assemblée générale et/ou les statuts à jour de l'exploitation,
- Pour le foncier, dans les actes notariés.

## **5) Contraintes structurelles**

Ce critère peut être activé si au moins 1 des 2 sous-critères suivants est activé.

### **5.1) Zone périurbaine**

Sous-critère : *La SAU de l'exploitation doit être localisée à plus de 50 % dans [les aires urbaines](#), ou périurbaines telles qu'elles sont définies par l'INSEE.*

4 Investissements physiques et immatériels classiques, achat de foncier ≤ 50 K€, achats de parts sociales.

Le ratio est calculé par croisement de la liste des communes classées dans les aires urbaines et périurbaines avec le parcellaire de l'exploitation.

La vérification s'effectue à la date de la demande de l'aide.

La carte des aires urbaines et périurbaines de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est présentée en annexe 3.

Pièces Justificatives : Relevé parcellaire MSA ou à défaut tout acte relatif au foncier.

## **5.2) Zone vulnérable aux pollutions par les nitrates**

Sous-critère : La SAU de l'exploitation doit être localisée à plus de 50 % dans la zone.

Le ratio est calculé en croisant le parcellaire de l'exploitation avec le zonage des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates.

les zones vulnérables sont délimitées par 2 arrêtés successifs : [l'arrêté n°15-189 du 25/06/15](#) puis [l'arrêté n°17-236 du 24/05/2017 du préfet coordonnateur de bassin RMC](#)

La vérification s'effectue à la date de la demande de l'aide et sur la base de l'arrêté en vigueur.

La carte des zones vulnérables de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est présentée en annexe 4.

Pièces Justificatives : Relevé parcellaire MSA ou à défaut tout acte relatif au foncier.

## **6) Dynamique de projet**

Critère : *adhésion à une structure visant à valoriser le territoire et l'action collective.*

La vérification de ce critère se fait sur la base d'une attestation d'adhésion délivrée par la structure agréée.

Le GUSI vérifie à l'instruction que la structure à laquelle le JA adhère figure dans la liste départementale des structures visant à valoriser le développement du territoire et l'action collective.

Cette liste départementale fermée est agréée par la CDOA du département sur la base d'une liste socle régionale validée lors du CRIT du 03/10/2017 et présentée en annexe 5.

Le GUSI vérifie au plus tard au moment du contrôle de fin du PE que l'exploitation est adhérente de cette structure ou d'une autre structure de la liste.

### **Respect des conditions liées aux modulations sollicitées.**

Le montant de la DJA est maintenu si le bénéficiaire, dans un critère de modulation choisi, met en œuvre un autre sous-critère ou respecte un autre indicateur du sous-critère concerné, que celui prévu initialement lors du dépôt de la demande de la DJA.

Le remplacement d'un sous critère par un autre peut contrarier l'économie globale d'un projet. Le bénéficiaire a l'obligation d'informer le GUSI d'une modification substantielle de son projet.

Les critères de modulation concernés par cette disposition en Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur sont les trois suivants : projet agro-écologique, projet générateur de valeur-ajoutée ou d'emploi et contraintes structurelles.

## **ANNEXE 1 : Procédure de demande d'adhésion d'un agriculteur à un GIEE**

### **1) Rappel de la définition d'un GIEE**

Un GIEE est un collectif d'agriculteurs, et éventuellement d'autres structures associées, qui s'engage dans un projet pluriannuel de consolidation ou de modification de leurs pratiques dans le sens de la triple performance économique, environnementale et sociale. Les actions prévues dans le projet doivent répondre à un certain nombre de critères décrits dans les articles D315-1 à D315-8 du Code rural et de la pêche maritime.

Pour un agriculteur, adhérer à un GIEE signifie qu'il est accepté par le collectif des membres du GIEE, qu'il en partage les objectifs et qu'il participe aux actions prévues dans le projet du GIEE et notamment aux échanges de pratiques.

### **2) La procédure de contrôle de l'adhésion d'un agriculteur à un GIEE**

Un agriculteur est inscrit sur la liste des membres d'un GIEE dans deux cas de figures :

- L'agriculteur fait partie du groupe d'agriculteurs fondateurs du GIEE :

Il a participé aux démarches de construction d'un projet collectif de transition vers l'agroécologie et de reconnaissance de ce projet par le préfet. C'est pourquoi, dans la demande de reconnaissance du collectif en tant que GIEE, son exploitation est présentée et listée dans la liste des membres du collectif. Lorsque le collectif est reconnu en tant que GIEE, l'ensemble de ses membres sont dans la liste des membres de GIEE en PACA.

- L'agriculteur adhère au GIEE postérieurement à la reconnaissance de celui-ci :

L'agriculteur concerné doit remplir et cosigner avec le président du GIEE une demande d'adhésion d'un nouveau membre au GIEE motivée, un descriptif de son exploitation, un diagnostic de durabilité de l'exploitation suivant la même méthode choisie par l'ensemble des agriculteurs du GIEE. De son côté, le président du collectif doit remplir et signer une attestation d'adhésion du nouveau membre à la structure porteuse du GIEE, la liste des membres du GIEE mise à jour.

L'adhésion n'est considérée comme valide qu'à partir de la date de réception par la DRAAF de l'ensemble de ces documents remplis et signés.

## **ANNEXE 2 : Calcul des ratios de la modulation projet générateur de valeur ajoutée (VA) ou d'emploi**

Cette modulation comprend deux sous-critères de modulation avec notamment les deux ratios suivants :

- Valeur ajoutée / produits d'exploitation = VA (hors fermage) / (production de l'exercice + subvention) = VA (hors fermage) / (PROEX + SUBEX),
- Produits d'exploitation / ETP = (production de l'exercice + subvention d'exploitation) / ETP = (PROEX+SUBEX) / ETP.

Les ratios sont calculés à partir de la base de données anonymisée des exploitations fournie par le service régional de l'information statistique et économique (SRISE) de la DRAAF PACA. Les données de 2013 et de 2017 du RICA correspondent aux deux fichiers suivants :

- le fichier "DataRICA2013\_microDonnees\_SRISE-PACA",
- le fichier "DataRICA2017\_microDonnees\_SRISE-PACA".

Les 2 fichiers de microdonnées comprennent chacun 4 feuilles :

- data : base de données anonymisée des exploitations avec des filtres qui permettent de sélectionner les différentes modalités variable par variable,
- formulaire de calcul : formulaire qui donne les résultats en fonction des variables retenues et des modalités sélectionnées par variable,
- dico-données : définition des données attributaires,
- modalités : liste des différentes modalités par variable.

Pour le calcul des deux ratios, il est nécessaire dans la feuille "data" de réaliser une sélection des différentes modalités du régime d'imposition à partir de la colonne N "RIMPO" (code Régime d'imposition de l'exploitation).

"RIMPO" peut prendre les modalités suivantes :

- 1 Imposition forfaitaire
- 2 Réel simplifié sur option
- 3 Réel simplifié obligatoire
- 4 Réel sur option
- 5 Réel obligatoire
- 6 Régime transitoire
- 7 Impôt sur le revenu, bénéfices industriels et commerciaux
- 8 Impôt sur les sociétés

Le ratio VA (hors fermage) / (PROEX + SUBEX) est calculé en sélectionnant les régimes d'imposition "réel obligatoire" et "impôt sur les sociétés" (RIMPO = 5 ou 8). Cela donne les résultats suivants pour les années 2013 et 2017 du RICA.

année	PROEX	SUBEX	VA	VA / (PROEX + SUBEX)	VA / (PROEX+SUBEX) (arrondi)
2013	533 579 €	13 542 €	291 074 €	53,20 %	<b>54 %</b>
2017	652 703 €	15 891 €	344 872 €	51,58 %	<b>52 %</b>

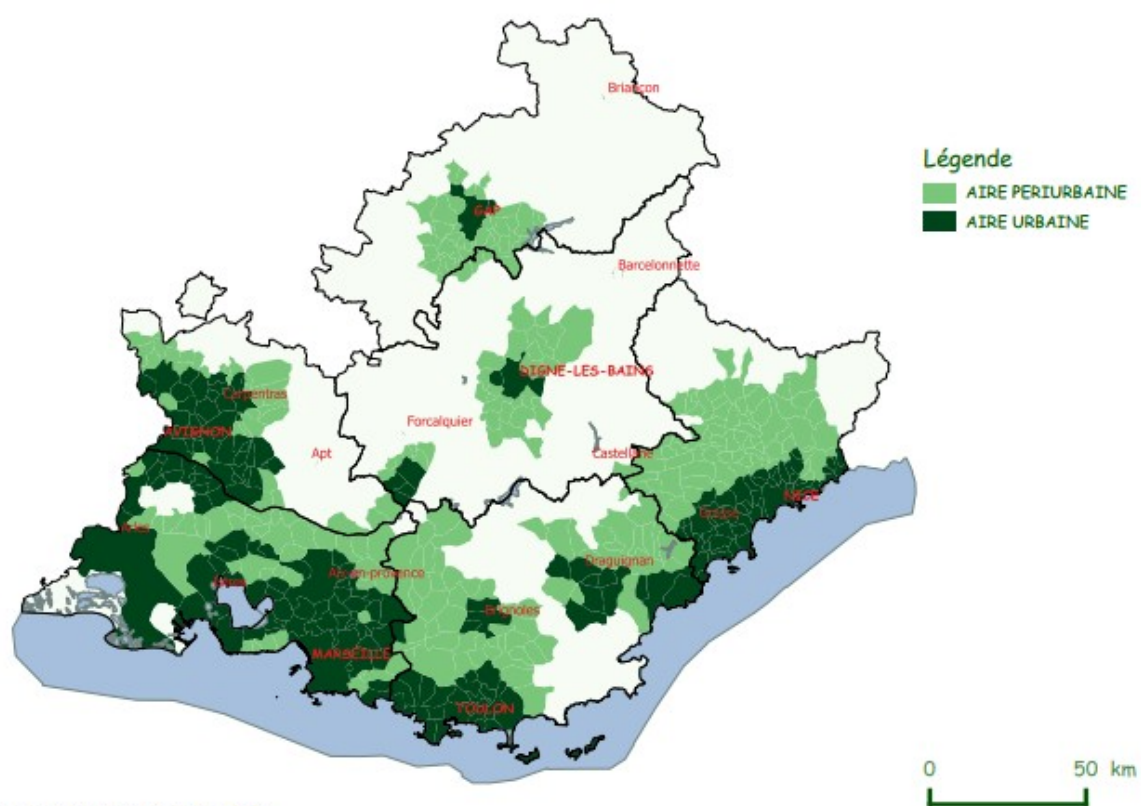
Le ratio (PROEX+SUBEX) / ETP est calculé en sélectionnant tous les régimes d'imposition (RIMPO = (sélectionner tout)). Cela donne les résultats suivants pour les années 2013 et 2017 du RICA.

année	PROEX	SUBEX	ETP	(PROEX+SUBEX) / ETP	PROEX / ETP	PROEX / ETP (arrondi)
2013	172 937	15 848	3,01	62 650 €	57 391 €	<b>58 000 €</b>
2017	203 581	17 203	3,27	67 460 €	62 204 €	<b>62 000 €</b>

Le calcul du ratio (PROEX+SUBEX) / ETP pour l'année 2013 du RICA s'est fait à partir de la production de l'exercice et non pas du produits d'exploitation (production de l'exercice + subvention d'exploitation). Afin de rester cohérent, le même mode de calcul a été retenu pour le calcul du ratio de l'année 2017 du RICA. Les DDT(M) doivent toutefois aux deux étapes de l'instruction, calculer le ratio des exploitations agricoles en prenant la formule de référence « produits d'exploitation / ETP » puis le comparer aux ratios de référence des années 2013 et 2017 du RICA.

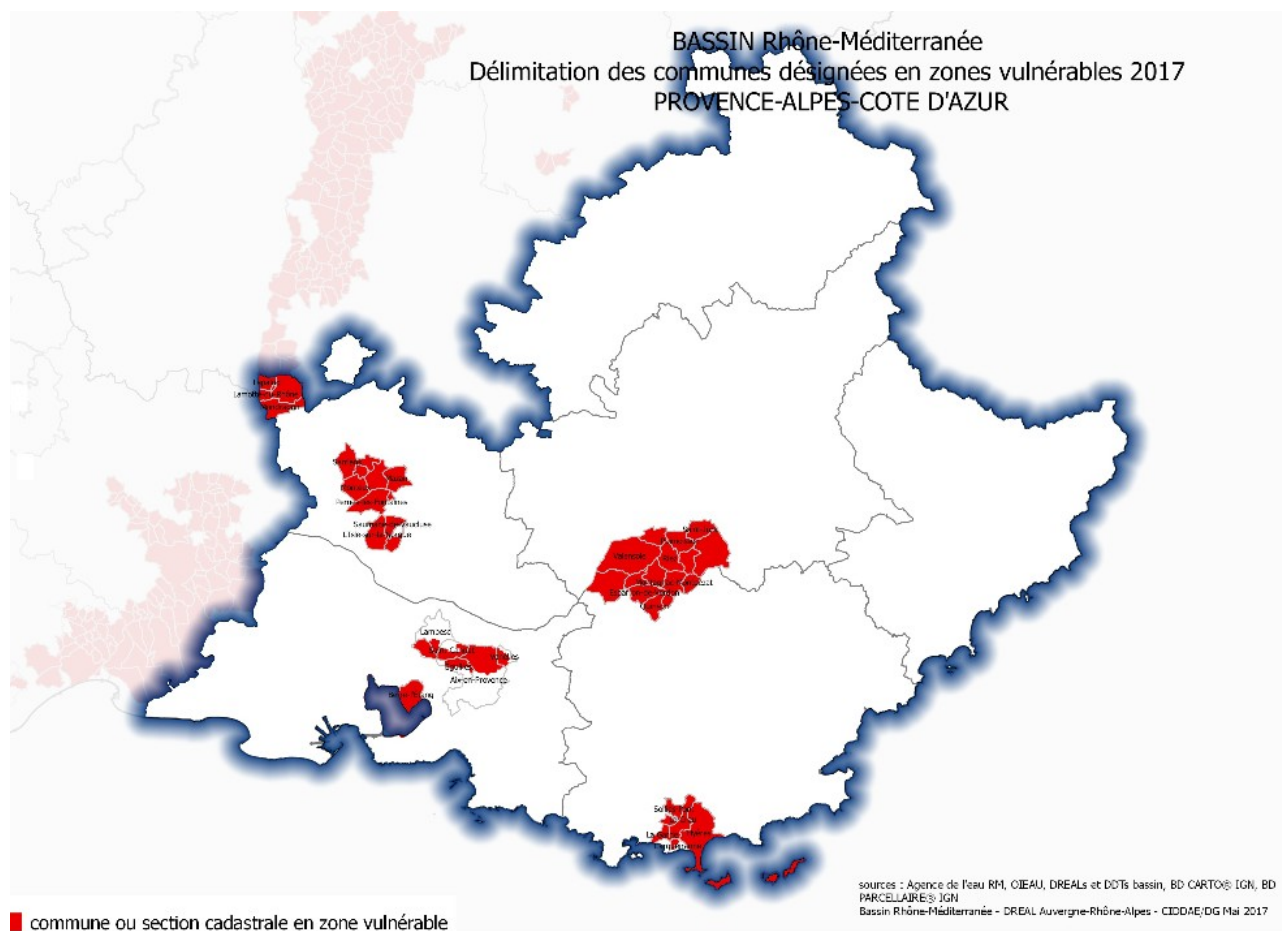
### ANNEXE 3

#### Carte des communes urbaines et périurbaines de la région PACA



Sources : INSEE - Base communale des aires urbaines 2010

**ANNEXE 4 : Carte des zones vulnérables de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur**





**ANNEXE 5 : Liste socle des structures permettant d'activer le critère de modulation  
« dynamique de projet »**

- Organisation de producteurs (adhésion participative : associé, fournisseur de production et utilisateur de services)
- Coopérative agricole (adhésion participative : associé, fournisseur de production et utilisateur de services)
- CUMA
- SICA
- AMAP (minimum 3 producteurs)
- Points de vente collectifs (minimum 3 producteurs)
- Groupement d'employeurs
- Association de remplacement
- UPRA
- GDS
- FREDON
- Réseau fermes DEPHY
- Groupements pastoraux
- GDA
- CETA
- CIVAM